

## L'impossible ménage du Front national

PAR MARINE TURCHI

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 30 OCTOBRE 2013

C'est la même histoire qui recommence, encore et encore. Un candidat frontiste est pris en flagrant délit de racisme ou de xénophobie ; l'affaire est médiatisée. Marine Le Pen parle de « *dérapage* », suspend l'intéressé et se félicite dans les médias du « *ménage* » effectué par son parti. En réalité, en ciblant ces prétendues « *brebis galeuses* », la présidente du FN parvient à faire oublier tous les autres : ceux qui, faute d'un coup de projecteur, font encore partie des rangs du Front national. Décryptage de l'impossible ménage du FN.



Sur l'estrade du 1er-Mai du FN, en 2012. © Reuters

« *J'ai réagi avec une rapidité et une fermeté que je ne n'ai pas beaucoup vu dans d'autres partis politiques face à des brebis galeuses ou face à des dérapages.* » Ce 21 octobre, sur le plateau de « *Mots croisés* », sur France 2, Marine Le Pen se targue d'avoir « *immédiatement suspendu* » Anne-Sophie Leclere, sa candidate à Rethel (Ardennes), **qui a comparé** Christiane Taubira à un singe (et dont la page Facebook est remplie de propos et images racistes). Au socialiste Jean-Marie Le Guen qui lui demande : « *Il y en a combien par semaine qui disent tout haut ce que certains pensent tout bas ?* », Le Pen,

énervée, réplique : « *Vous feriez mieux de suspendre M. Guérini vous !* » (voir les images à 1 h 10). Fin de la séquence.



Marine Le Pen et Anne-Sophie Leclere, la candidate de Rethel qui a depuis été suspendue. © Facebook d'A-S. Leclere

[[lire\_aussi]]

En excluant avec fracas des candidats présentés en « *erreurs de casting* », Marine Le Pen marque des points. Mais ce que la présidente du FN se garde évidemment de dire, c'est que ces frontistes n'ont été sanctionnés que parce que leurs propos avaient été médiatisés. Exemple début septembre : François Chatelain, futur candidat FN aux municipales dans le Nord, poste sur Facebook plusieurs publications xénophobes (dont un drapeau israélien en train de brûler avec l'inscription « *Ici, c'est la France* »). Un élu UMP **interpelle la présidente du FN**, qui le suspend.

Un mois plus tard, à Strasbourg, le candidat FN **a dû se retirer** après la présentation de son programme devant la presse locale. Il prônait notamment le recours à des « *chiens d'attaque* » contre les délinquants.

Autre cas emblématique : la vague d'exclusions du printemps 2011. Pendant les cantonales, **une photo montrant** le candidat FN Alexandre Gabriac faisant un salut nazi suscite un tollé. Marine Le Pen est contrainte de réagir. Elle annonce à grands renforts de médias son exclusion et dénonce « *l'entrisme d'un certain nombre de groupuscules* ». Dix-sept adhérents frontistes passent devant la commission de discipline du parti. Treize seront exclus définitivement, deux pour six mois. La présidente du FN réalise une belle opération médiatique : elle donne un coup de projecteur à sa stratégie dite de « *dédiabolisation* » et se débarrasse du noyau de soutiens de son rival Bruno Gollnisch.

Rien de nouveau avec ces sorties xénophobes, pour le sociologue Sylvain Crépon, qui s'intéresse aux militants FN depuis 1995. Chercheur à l'université Paris-Ouest-Nanterre, auteur d'une *Enquête au cœur du nouveau Front national* (Nouveau Monde éditions, 2012), il se souvient de ses premiers entretiens, au milieu des années 1990 : « Dans l'entre-soi frontiste, j'entendais déjà les mêmes choses. Après m'avoir expliqué pendant deux heures qu'ils n'étaient pas racistes, certains militants parlaient de "bougnoles", "négro", "niakoué". »

Pour le sociologue, la nouveauté, c'est « *Internet et les réseaux sociaux* ». « *Le FN a beaucoup misé sur Internet, ils le voyaient comme un contre-média capable de faire passer leur vérité, déformée selon eux par des médias "aux ordres". Mais aujourd'hui cela se retourne contre eux : ce média livre la vérité sur le FN.* »

Une plongée dans les comptes Facebook et Twitter de candidats frontistes, comme l'ont fait *Libération* et *Politis*, révèle le racisme ordinaire du Front national. Fabien Engelmann, conseiller politique au dialogue social de Marine Le Pen et candidat à Hayange (Moselle), qualifie de « *barbarie islamiste* » un projet d'abattoir halal à Guéret, en publiant une photo de vache dont la tête dépasse d'une machine.

« *Priez dans les rues, imposez-nous du halal, interdisez-nous le porc, prenez nos filles, dirigez notre pays... Tant que le Front national ne sera pas au pouvoir, vous avez tous les droits. Ouais, sauf que le Front national sera bientôt au pouvoir !* » écrivait quant à lui Jean-Bernard Formé, candidat à Lorgues (Var), le 2 juillet. Julien Dufour, tête de liste à Boulogne-Billancourt, commentait, le 13 avril 2012, une photo d'une femme intégralement voilée : « *En fait, le niqab, c'est le même principe que le pékinois, on ne sait pas ce qui est le devant et ce qui est le derrière... Elle est où la tête ? Il est où le cul ?* » Et la liste est **encore longue**.

### « Un contrôle de la diffusion des idées, mais pas des idées elles-mêmes »

« *C'est propre à ce parti, et en même temps c'est quelque chose qu'ils n'assument pas*, explique Sylvain Crépon, qui décrit un FN écartelé « *entre la volonté de se fondre dans le système et la nécessité de rester anti-système* ». « *Son capital politique, c'est sa radicalité. Marine Le Pen elle-même joue sur ces deux registres : elle prône la "dédiabolisation" tout en étant capable de dire que "La France est devenue catin d'émirs bedonnants".* »

L'historien Nicolas Lebourg, spécialiste des extrêmes droites, voit là « *les limites de la normalisation* » d'un Front national qui n'a « *aucun impact* » lorsqu'il sort de ses fondamentaux. « *Quand Le Pen parle de la BCE en meeting, les militants dorment. Ils veulent qu'elle fustige les immigrés, les Roms, les musulmans*, rapporte le chercheur. *Début 2012, elle dégringole dans les sondages en faisant campagne sur l'économie. C'est son père qui la sauve avec plusieurs références à la seconde guerre mondiale (ici, là et encore là - ndlr). Puis il y aura la séquence Mohammed Merah.* »



Marine Le Pen et Jean-Marie Le Pen en meeting à Nice, le 30 mars 2012. © Reuters

Car le FN, par son histoire, est étroitement lié à l'extrême droite la plus radicale. Encore aujourd'hui, la porosité est importante (*lire notre enquête « FN et ultras: les preuves d'une amitié »*). Mais pour Marine Le Pen, ce qui n'existe pas médiatiquement ne pose pas problème. « *Il y a un côté "pas vu pas pris" qui existe dans les autres partis politiques. Sauf qu'avec le FN, on ne parle pas d'affaires politico-financières, mais d'une thématique idéologique* », estime Sylvain Crépon.

Bien conscients du problème, les dirigeants frontistes tentent de contrôler les publications de leurs candidats. Début septembre, **une note interne** est envoyée aux secrétaires départementaux, leur demandant «

de vérifier, ou de faire vérifier, que les candidats aux municipales respectent la ligne politique du Front national sur leurs blogs ou sur les réseaux sociaux ». Le 18 octobre, nouvelle polémique, et **nouveau courrier** : le parti réclame désormais à ses responsables locaux « un rapport ville par ville sur la bonne tenue du compte Facebook » de chaque candidat.

Un simple « toilettage » du parti, estime le sociologue Sylvain Crépon. « Pour le FN, faire le ménage ne signifie pas débusquer les candidats qui tiennent ces propos et les exclure, mais faire en sorte qu'ils fassent le ménage sur leur page Facebook, relève le chercheur. Il n'y a pas de contrôle des idées mais un contrôle de la diffusion de ces idées. »

C'est précisément ce qu'avait démontré Claire Checcaglini dans son livre *Bienvenue au Front* (Jacob Duvernet, 2012), après huit mois d'infiltration au FN comme militante. La journaliste y rapportait une multitude de cas concrets (*lire notre article*). Par exemple comment Christian Maréchal, membre de la commission de discipline du FN, s'était inquiété de savoir si l'avalanche de messages « nazis » de Jean-Paul, un militant frontiste, étaient « publics » : « Il suffit qu'un journaliste tombe là-dessus et l'information remonte (...) Toutes les histoires récentes, c'est comme ça que ça s'est passé. En commission de discipline, nous avons dû arbitrer sur des affaires qui n'auraient jamais dû sortir dans la presse. »



Marie-Christine Arnautu. © Capture d'écran LCP.

Autre exemple, lorsque Marie-Christine Arnautu, vice-présidente du parti, est alertée par un secrétaire départemental sur les positions révisionnistes de Jacques Kotoujansky, alors conseiller santé de Marine Le Pen, elle se contente de répondre que si elle «

avai(t) eu le moindre doute sur l'orientation de cette personne, (celle-ci) ne serait jamais intervenue à notre colloque ».

Pour l'historien Nicolas Lebourg, le grand ménage au Front national est de toute façon « impossible ». « De bonne foi, une partie de l'appareil essaye de le faire – c'est la ligne que défend Aliot depuis les années 1990 –, notamment à travers les formations des candidats. Mais ils n'ont pas un vivier militant stable et ils ne nomment pas leurs candidats. Comme il n'y pas de cursus honorum, des candidats leur explosent forcément dans les mains. »

D'autant que lors des formations du Front national, les fameux « Campus bleu Marine », il ne s'agit pas de « transformer ces idées », relate Sylvain Crépon. « On ne leur dit pas “non, tu ne peux pas dire cela, c'est scandaleux”, mais “tu ne peux pas dire cela comme ça”. On leur explique qu'il faut transformer un sentiment “négatif” en “positif”, en disant : “Il y a une concurrence déloyale, les salaires sont à la baisse, il faut la priorité nationale, les immigrés doivent rentrer dans leur pays, y compris pour eux puisqu'ici ils sont déracinés. » Au fil des années, le FN a usé de différents registres (économique dans les années 1980, culturel dans les années 1990, républicain et laïque aujourd'hui), mais derrière, « l'idée reste la même », analyse Sylvain Crépon : « garder la pureté identitaire ».

### « L'entrisme de nouveaux groupes radicaux »

Le problème dépasse les seuls candidats aux élections. Plusieurs secrétaires départementaux sont eux-mêmes sulfureux. Épinglé à plusieurs reprises (*ici et là*), Rémi Carillon, patron du FN des Hauts-de-Seine, est **toujours en place**. Ce candidat FN aux législatives de 2012 s'est illustré par plusieurs publications plus que douteuses : la mise en ligne, sur le site du FN 92, d'une vidéo antisémite de David Duke, ancien du Ku Klux Klan, dont il juge les théories « intéressantes » ; une version satirique de “La cigale et la fourmi” (où il questionne d'un « gang de cafards immigrés » qui « squattent » « la maison de la fourmi devenue logement

social ») ; mais aussi **une tribune** sur le site « Les 4 vérités » dans laquelle il prône la « *méthode forte* » « *contre l'islamisation* ».



Vincent Gérard sur l'estrade officielle du FN le 1er-Mai, en 2013. © Reflexes

Autre secrétaire départemental maintenu malgré son CV, Vincent Gérard, patron du FN de la Haute-Vienne, candidat frontiste régulier et ex-guitariste du groupe skinhead nationaliste Tolbiac's Toads. En avril 2012 à Limoges, il agresse le patron d'un bar (*lire notre article*). Marine Le Pen promet qu'il sera démis de ses fonctions s'il est condamné.

Mais malgré sa condamnation à quatre mois de prison avec sursis pour « violences avec ou sous la menace d'une arme », il figurait cette année au 1<sup>er</sup> Mai du FN, sur l'estrade officielle, comme secrétaire départemental. Il a même été investi comme tête de liste pour les municipales à Limoges, **selon France 3**. « *Marine Le Pen a dit que c'était un incident mineur et qui ne justifiait pas une mise à l'écart du Front national en tant que cadre* », racontait l'intéressé **en septembre**.

Pour Nicolas Lebourg, le Front national peut d'autant moins faire le ménage qu'il fait face à l'« *entrisme* » de nouveaux groupes radicaux. « *Une partie des jeunes cadres du FN ont visiblement une très forte vision soraliennne sur le sionisme* (ex-FN, Alain Soral a fondé le club "Égalité et réconciliation" et a été candidat avec Dieudonné aux européennes de 2009 - ndlr) », observe-t-il.

Le parti a connu plusieurs vagues d'entrisme, notamment en 2007 avec l'Œuvre française, ce groupuscule antisémite et pétainiste dissous en juillet (*lire notre enquête*: « **40 ans d'entrisme au Front national** »). À l'époque, c'est d'ailleurs « *avec la bénédiction de Le Pen* » que nombre de membres de l'Œuvre ont intégré le Front national, comme l'ont révélé David Doucet et Dominique Albertini **dans leur Histoire du Front national** (Tallandier, 2013).

Plus intéressant : dans ce livre, Bruno Bilde, alors chef de cabinet de Marine Le Pen, confirme « *un entrisme extrêmement fort de l'Œuvre : en l'espace de deux ans, on estime que le nombre de militants à double appartenance est passé de 400 ou 500* ». Ce que soutenait aussi Pierre Sidos, le fondateur de l'Œuvre française, **en avril** : « *De nombreux militants de l'Œuvre française appartiennent encore au FN, n'en déplaise à Marine Le Pen.* »

« *Beaucoup de jeunes investissent aujourd'hui le FN pour avoir une chance dans le jeu politique* », confirme Sylvain Crépon. D'autant plus dans un parti en manque de candidats pour les élections. Face au problème, Louis Aliot a tapé du poing sur la table **lors d'une récente réunion militante**. « *Ceux qui sont obnubilés par des événements passés et des communautés particulières n'ont rien à faire chez nous ! (...) Nous avons un programme : si vous voulez défendre autre chose il y a des groupuscules pour ça* », s'est énervé le numéro deux du parti. Message subliminal, selon Lebourg : les soraliens et les racialisés ne sont pas les bienvenus.

Ces dernières années, plusieurs recrues censées incarner le prétendu « *nouveau FN* » se sont révélées un échec pour le parti. C'est le cas de Laurent Ozon, éphémère conseiller écologie de Marine Le Pen. Présenté comme un ancien membre des Verts, Ozon est surtout **proche des identitaires**. En août 2011, après la tuerie d'Oslo, il explique le massacre par « *l'explosion de l'immigration en Norvège* ». Tollé. La présidente du FN le désavoue en public. Il quitte le parti sept mois après son arrivée.

À l'approche des municipales, l'enjeu est de taille. Non seulement le FN doit contenir l'expression de ses candidats, mais il doit faire oublier les bilans calamiteux de ses villes dans les années 1990 (**lire notre enquête**). « La grande question, c'est, est-ce que les conseillers municipaux tiendront la route ? Le but du FN est de pouvoir dire en 2017 "regardez nos élus municipaux sont de bons gestionnaires" », explique Nicolas Lebourg.

« Au FN, certains redoutent d'avoir trop de succès et donc trop de villes, car ils n'ont aucune culture de gouvernement et de gestion. Ils misent sur trois

ou quatre municipalités, qu'ils veulent transformer en vitrine », confirme Sylvain Crépon. Mais « avec l'élection de conseillers municipaux frontistes, cela va devenir ingérable, estime le chercheur. Une partie va se former et se notabiliser, mais il y aura encore ce que le FN présente comme des dérapages ».

Marine Le Pen, elle, a trouvé un bouc émissaire pour faire diversion : les journalistes. Sur **France 3**, dimanche, elle a accusé les médias de « surveiller les candidats du FN » pour « tenter de limiter la dynamique du Front national » (**lire la réponse de la Voix du Nord ici**) :

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.